

Paris, le - 7 MAI 2015

Le Premier président*Cher*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, aux fins de remise au président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes, le rapport de certification établi par la Cour des comptes à l'issue de l'audit auquel elle a procédé des comptes de l'Assemblée nationale de l'exercice 2014.

La mission s'est déroulée dans les conditions et délais fixés par l'article 3 de la convention que nous avons signée le 23 juillet 2013. Outre sa publication par vos soins, ce rapport fera l'objet d'une mention appropriée dans l'acte de certification des comptes de l'État que la Cour rendra public dans les prochaines semaines.

Au cours des travaux et tests qu'elle a réalisés, la mission constituée à cet effet au sein de la quatrième chambre de la Cour des comptes a vérifié leur conformité, dans leurs aspects significatifs, au référentiel comptable de l'Assemblée nationale, en se référant aux normes de l'audit comptable généralement admises, comme la Cour le fait pour l'ensemble de ses travaux en vue de la certification des comptes de l'État.

Le rapport exprime l'opinion de la Cour sur les comptes de 2014, dans la forme et selon les normes en vigueur. Il complète la synthèse adressée le 7 avril 2015 au secrétaire général de la questure par le président de la quatrième chambre, qui rend compte des travaux de la mission de certification, de ses principaux constats, des ajustements d'ores et déjà pris en compte et de ses recommandations relatives respectivement au contrôle interne et à la tenue des comptes.

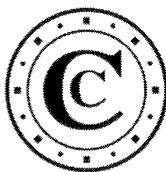
La Cour avait notamment relevé, dans son précédent rapport, la nécessité qu'il soit remédié rapidement à l'absence d'un inventaire exhaustif et valorisé des immobilisations corporelles et incorporelles de l'Assemblée nationale. Le présent rapport de certification prend acte des travaux engagés pour la réalisation d'inventaires complets et actualisés dans la perspective de la clôture des comptes de 2015.

Je saisis cette occasion pour souligner la qualité du travail effectué par les services de l'Assemblée nationale que vous aviez désignés pour être les interlocuteurs de la mission de la Cour.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Didier Migaud

Monsieur Claude Bartolone
Président de l'Assemblée nationale



CERTIFICATION DES COMPTES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

EXERCICE 2014

RAPPORT DE CERTIFICATION

La Cour des comptes a réalisé un audit en vue de la certification des comptes de l'Assemblée nationale. Cette mission, qui a visé à apprécier la conformité des états financiers au référentiel comptable de cette assemblée, n'a pas porté sur la gestion des moyens, matériels et humains, mobilisés pour assurer le fonctionnement de l'Assemblée nationale, ni sur l'utilisation des versements opérés ou des dotations attribuées par elle.

*

La Cour, dans sa section « pouvoirs publics constitutionnels » de la quatrième chambre, compétente pour se prononcer sur les rapports d'instruction relatifs à la certification des comptes des assemblées parlementaires, délibérant le 29 avril 2015, sous la présidence de M. Vachia, président de la quatrième chambre, a adopté le présent rapport de certification sur les comptes de l'Assemblée nationale de l'exercice 2014.

Elle a arrêté sa position au vu du compte-rendu des vérifications opérées.

Ont participé au délibéré : M. Vachia, président, MM. Pannier, Maistre, Martin, Rolland et Belluteau, conseillers maîtres.

A été entendu, en son rapport, M. Belluteau, rapporteur du projet, assisté de Mme Dubit, vérificatrice, et de M. Joulin et Mmes Houdot, Lekehal et Serfaty, experts, au contre-rapport de M. Maistre.

I- INTRODUCTION

La mission de la Cour

a) La mission de certification des comptes de l'Assemblée nationale de l'exercice 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport, est la seconde conduite par la Cour des comptes. Celle-ci avait remis en avril 2014, un rapport de certification des comptes de l'exercice 2013.

Elle se déroule conformément à la convention signée le 23 juillet 2013 par le Président de l'Assemblée nationale et le Premier président de la Cour des comptes, qui en définit le cadre et les modalités, et dans le respect des textes auxquels cette convention se réfère : l'article 47-2 de la Constitution (deuxième alinéa) ; l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (notamment l'article 7, 1^{er} alinéa) ; l'article 58-5° de la loi organique du 1^{er} août 2001 précitée ; l'article 16 du règlement de l'Assemblée nationale.

La mission de la Cour porte sur la qualité des états comptables et leur conformité aux principes fixés par les textes énoncés au paragraphe précédent. Elle n'a pas pour objet d'émettre un avis sur la gestion budgétaire et financière de l'Assemblée nationale, ni sur l'utilisation des versements opérés ou des dotations attribuées par elle.

b) La mission comporte deux phases :

- *une première phase, dite « préliminaire »*, préparatoire à la certification proprement dite, a pour objet d'examiner les procédures et dispositifs en vertu desquels sont établis et suivis les éléments destinés à être repris dans les comptes et les applications de gestion, d'identifier les risques d'erreurs significatives dans les comptes de l'Assemblée nationale et de vérifier la correcte application par les services des principes et procédures établis par le référentiel comptable.

Les vérifications ainsi effectuées poursuivent trois objectifs :

. évaluer les procédures en vigueur, leur adaptation en termes de couverture des risques et de séparation des tâches, ainsi que la pertinence et la bonne articulation des contrôles clés au regard du suivi des risques identifiés et de la qualité des inscriptions comptables ;

. procéder à une revue de la formalisation de ces procédures, à la fois sous l'angle de leur caractère opérationnel pour les services qui ont à les appliquer et de la documentation disponible pour préparer, conduire et rendre compte des vérifications effectuées au titre du contrôle interne ;

. vérifier l'effectivité des procédures décrites et leur efficacité au regard de la qualité des comptes (réalité du contrôle ; modalités pratiques ; mode de révision ; mesures correctives appliquées) ;

- *une seconde phase, dite « finale »*, est consacrée à l'examen des comptes de l'Assemblée nationale pour l'exercice clos. Afin de pouvoir formuler une appréciation motivée sur les états financiers et les documents qui les accompagnent, la Cour, dont les travaux s'inscrivent dans une démarche pluriannuelle, procède notamment aux diligences suivantes :

. la revue analytique des opérations de dépenses et de recettes et de leur traitement dans la comptabilité,

. le rapprochement des balances auxiliaires avec les données de la balance générale ainsi qu'avec les pièces justifiant leur enregistrement dans ces états comptables,

. des tests et vérifications appliqués aux postes comptables du bilan et du compte de

résultat,

- . l'analyse des éléments portés hors bilan,
- . la vérification exhaustive de l'information donnée dans l'annexe aux états financiers,
- . des entretiens complémentaires avec le producteur des comptes.

A l'issue de l'audit des comptes de 2013, la Cour avait formulé trente-cinq recommandations relatives aux opérations préalables à l'élaboration des comptes annuels, qui se rapportent aux différents domaines en lien direct avec les comptes (organisation et modalités du contrôle interne ; systèmes d'information financière ; ressources humaines ; dépenses et recettes ; actifs financiers ; processus de clôture et états financiers).

Les entretiens et les tests auxquels il a été procédé au cours de l'audit des comptes de l'Assemblée nationale de 2014 ont conduit à la levée de dix-huit de ces recommandations. Par ailleurs, dix-sept autres recommandations ont été précisées pour prendre en compte les progrès d'ores et déjà réalisés sur les points auxquels elles s'appliquent. Au terme de ces travaux, la mission a formulé huit nouvelles recommandations.

Les comptes de l'Assemblée nationale et les documents qui les accompagnent

a) En application du second alinéa de l'article 36 du règlement budgétaire, comptable et financier de l'Assemblée nationale, les comptes financiers sont constitués :

- pour la comptabilité de l'Assemblée nationale et de chacune des comptabilités annexes (caisse des pensions des anciens députés, caisse des retraites du personnel de l'Assemblée nationale, fonds de sécurité sociale des députés et du personnel), d'un état d'exécution du budget, d'un bilan, d'un compte de résultat et d'une balance générale ;

- de comptes agrégés (un bilan et un compte de résultat) et d'une annexe présentant les règles et méthodes comptables et des notes explicatives des principales rubriques du bilan et du compte de résultat. L'annexe intègre notamment l'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires. Ces états sont l'objet de la mission de certification de la Cour des comptes.

b) Les comptes objets du présent audit de certification ne comprennent pas ceux de la *Chaîne parlementaire - Assemblée nationale*, société de programme créée par la loi du 30 décembre 1999 portant création de *La Chaîne parlementaire*, qui sont certifiés par des commissaires aux comptes. Les comptes de l'Assemblée nationale comportent à l'actif du bilan la valeur de sa participation dans *La Chaîne parlementaire*.

c) En application de l'article 7 de l'ordonnance précitée n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, les comptes de l'Assemblée nationale sont distincts du compte général de l'Etat, mais ils sont destinés, une fois qu'ils ont été apurés par la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes, à y être intégrés. Il appartient dès lors au teneur des comptes de l'Etat de veiller à ce que les retraitements nécessaires soient effectués de telle manière qu'ils répondent aux exigences du référentiel comptable de celui-ci.

d) Les comptes de l'Assemblée nationale de l'exercice 2014 ont bien été transmis à la Cour selon le calendrier initialement convenu : les balances stabilisées le 15 février, les comptes de l'Assemblée *stricto sensu* le 1^{er} mars, les comptes agrégés le 15 mars. Leur version définitive, intégrant les ajustements demandés par la Cour, a été communiquée le 15 avril.

Ils comprennent l'ensemble des éléments prévus par l'article 36 précité.

La tenue et l'établissement des comptes

a) Le règlement de l'Assemblée nationale dispose, en son article 16, que le Bureau détermine, par un règlement intérieur, les règles applicables à la comptabilité. Un arrêté du Bureau du 19 décembre 2007 a adopté le règlement budgétaire, comptable et financier modifié de l'Assemblée nationale.

Celui-ci précise, dans ses articles 32 et 33, que le plan comptable est établi selon les normes fixées par le plan comptable général, « sous réserve des adaptations apportées à ces normes à raison des spécificités institutionnelles de l'Assemblée nationale », d'une part, et que les règles comptables applicables servant à établir la comptabilité de l'Assemblée nationale et les comptabilités annexes sont déterminées par un arrêté des Questeurs, d'autre part.

b) Un arrêté de Questure du 5 février 2008 a précisé les dispositions respectivement applicables au bilan et au compte de résultat, aux immobilisations et, ponctuellement, au réaménagement du bilan d'ouverture suite au changement de référentiel comptable à compter du 1^{er} janvier 2007.

Ainsi que le mentionne le paragraphe introductif de l'annexe aux états financiers établie par l'Assemblée nationale, les textes applicables aux comptes de celle-ci font des normes contenues dans le plan comptable général « la base de principe de la comptabilité de l'Assemblée nationale. » Ce document précise que « des solutions spécifiques ont été prévues pour le traitement des immobilisations et des engagements sociaux : sur le premier point, l'Assemblée a choisi de s'inspirer des normes comptables de l'Etat ; sur le second, elle a retenu la solution proposée par la recommandation n° 2003-R.01 du Conseil national de la comptabilité du 1^{er} avril 2003 ». En pratique, les immeubles historiques de l'Assemblée nationale, dits « spécifiques », sont comptabilisés - comme tous les immeubles spécifiques de l'Etat - à l'euro symbolique ; pour leur part, les engagements de pension des députés et de retraite du personnel font l'objet d'une mention dans l'annexe aux états financiers, ainsi que l'autorise la recommandation précitée du Conseil national de la comptabilité.

c) Conformément aux articles 32 et 36 du règlement budgétaire, comptable et financier de l'Assemblée nationale, « la comptabilité générale est tenue par le Trésorier », et « le directeur du service du budget, du contrôle financier et des marchés établit le compte financier ».

L'objet de la certification

a) La mission d'audit vise à mettre la Cour des comptes en situation de certifier, avec une assurance raisonnable, que les états financiers qui figurent dans les comptes présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs et conformément au référentiel comptable, la situation financière de l'Assemblée nationale à la clôture de l'exercice et le résultat de ses opérations comptables pour l'exercice clos à cette date.

b) Elle a été programmée et mise en œuvre de telle façon que la Cour soit en mesure, conformément aux dispositions des articles 1 et 2 de la convention précitée, de formuler dans son rapport de certification, en se référant aux normes de l'audit comptable généralement admises, « une opinion écrite et motivée sur la conformité des comptes de l'Assemblée nationale, dans leurs aspects significatifs, au référentiel comptable de l'Assemblée nationale ».

Les normes d'audit auxquelles la Cour se réfère impliquent l'utilisation de critères et de procédures d'audit relatifs aux flux d'opérations, aux soldes des comptes en fin de période, ainsi qu'à la présentation et aux informations fournies dans les états financiers. La Cour fonde son jugement professionnel en appréciant l'intensité et le nombre des difficultés rencontrées.

L'expression de la position de la Cour

La Cour exprime son opinion dans un rapport de certification qu'elle transmet au Président de l'Assemblée nationale aux fins de remise au Président de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Le rapport de certification est publié par le Président de l'Assemblée nationale.

Il est par ailleurs fait mention de la réalisation de l'audit et de ses conclusions dans l'acte de certification des comptes de l'Etat établi par la Cour en application du 5° de l'article 58 de la loi organique du 1^{er} août 2001 précitée.

Les comptes de l'Assemblée nationale en 2014 : environnement et perspectives

Depuis que le Bureau et les Questeurs de l'Assemblée nationale ont procédé au réaménagement du référentiel comptable de l'Assemblée à compter du 1^{er} janvier 2007, le contenu et la présentation des comptes ont été progressivement précisés et améliorés.

S'agissant des comptes de l'exercice 2014, plusieurs modifications ont été, à la demande de la Cour, effectuées dans les comptes provisoires et des ajustements de présentation introduits dans l'annexe aux états financiers. Ces corrections techniques concernent notamment l'amélioration de la méthode utilisée pour déterminer le montant de certaines charges à payer ou de certaines provisions, au titre des risques et charges et des prestations de sécurité sociale restant à verser à la clôture de l'exercice, et l'ajout ou la précision de certaines mentions figurant dans l'annexe aux comptes.

*

L'attention de l'Assemblée nationale a été spécialement appelée sur plusieurs évolutions nécessaires, principalement l'achèvement des travaux relatifs à la comptabilisation de l'actif immobilisé et la réalisation d'inventaires complets et actualisés.

*

II- L'OPINION DE LA COUR SUR LES COMPTES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE DE 2014

Au terme des vérifications auxquelles elle a procédé, la Cour estime avoir collecté les éléments probants nécessaires pour fonder son opinion sur les comptes de l'Assemblée nationale de l'exercice 2014.

Pour conduire les travaux de certification, la mission d'audit a notamment pu prendre connaissance des règles de tenue et d'établissement des comptes de l'Assemblée nationale, des livres comptables et mandats justifiant les opérations et les soldes comptables qui y figurent et nécessaires à l'exercice de ses travaux, des dispositifs et procédures concourant au contrôle interne comptable et financier et elle a eu communication des documents nécessaires à la formulation d'une opinion sur les comptes.

Se fondant sur ces éléments, la Cour certifie qu'au regard des règles et principes comptables qui leur sont applicables, les comptes de l'Assemblée nationale de l'exercice clos le 31 décembre 2014 sont, dans leurs aspects significatifs, réguliers et sincères et qu'ils donnent une image fidèle de la situation financière et du patrimoine de l'Assemblée nationale.

Elle attire l'attention sur la note n° 5.1 de l'annexe, qui expose le montant et le mode d'évaluation des engagements de pensions des députés, des engagements de retraite des fonctionnaires et des engagements assimilés, tels qu'ils ressortent des travaux du cabinet d'actuaire consulté par l'Assemblée nationale, dont elle a validé les conclusions, après avoir examiné les données utilisées, apprécié les hypothèses retenues et revu les calculs effectués.

ASSEMBLÉE NATIONALE
ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2014

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| Bilan agrégé de l'Assemblée nationale | 5 |
| Compte de résultat agrégé de l'Assemblée nationale | 6 |
| Détail des états financiers ayant fait l'objet d'une agrégation | 7 |
| Assemblée nationale (hors activités annexes) | 8 |
| Fonds de sécurité sociale des députés | 10 |
| Fonds de sécurité sociale du personnel | 12 |
| Caisse de pensions des anciens députés | 14 |
| Caisse des retraites du personnel | 16 |
| Faits marquants | 18 |
| Annexe | 19 |
| 1. Référentiel comptable | 19 |
| 2. Règles et méthodes comptables | 19 |
| 2.1 Modalités d'agrégation des comptes | 19 |
| 2.2 Immobilisations incorporelles | 20 |
| 2.3 Immobilisations corporelles | 20 |
| 2.4 Immobilisations financières | 22 |
| 2.5 Stocks | 23 |
| 2.6 Créances | 23 |
| 2.7 Trésorerie | 23 |
| 2.8 Capitaux propres | 23 |
| 2.9 Provisions pour risques et charges | 23 |
| 2.10 Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme | 24 |
| 2.11 Dettes | 24 |
| 2.12 Produits d'exploitation | 24 |
| 2.13 Charges d'exploitation | 25 |
| 2.14 Produits et charges financiers | 25 |
| 2.15 Produits et charges exceptionnels | 25 |
| 2.16 Information par activités | 25 |
| 3. Notes relatives au bilan agrégé | 26 |
| 3.1 Actif immobilisé | 26 |
| 3.2 Créances et dettes d'exploitation | 31 |
| 3.3 Trésorerie nette | 32 |
| 3.4 Capitaux propres | 32 |
| 3.5 Provisions pour risques et charges | 33 |
| 3.6 Passifs éventuels | 34 |
| 4. Notes relatives au compte de résultat agrégé | 34 |
| 4.1 Les charges d'exploitation | 34 |
| 4.2 Les produits d'exploitation | 36 |
| 4.3 Les charges financières | 36 |
| 4.4 Les produits financiers | 37 |
| 4.5 Les charges exceptionnelles | 37 |
| 4.6 Les produits exceptionnels | 37 |
| 5. Informations complémentaires | 38 |

| | |
|--|----|
| 5.1 Engagements de pensions et de retraites et engagements assimilés | 38 |
| 5.2 Les effectifs | 39 |
| 5.3 Informations relatives aux immeubles loués | 40 |
| 5.4 Avantages accordés à des organismes extérieurs | 40 |

**BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT
2014 AGRÉGÉS**

BILAN AGRÉGÉ DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

| ACTIF | 31/12/2014 | | 31/12/2013 | | PASSIF | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|-----------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------------------------|--------------------|----------------------|
| | Valeur brute | Amortissements et dépréciations | Valeur nette | Valeur nette | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ | | | | | CAPITAUX PROPRES | | |
| Immobilisations incorporelles | 16 744 915 | 14 469 595 | 2 275 320 | 1 954 129 | Dotation initiale et réserves | 154 949 195 | 154 949 195 |
| Immobilisations corporelles | 690 170 031 | 109 804 805 | 580 365 226 | 576 133 744 | Report à nouveau | 719 776 468 | 717 145 500 |
| Immobilisations financières | 238 755 997 | | 238 755 997 | 247 351 293 | | | |
| <i>dont Participations</i> | <i>40 153</i> | | <i>40 153</i> | <i>40 000</i> | | | |
| <i>FCP</i> | <i>145 430 400</i> | | <i>145 430 400</i> | <i>145 430 400</i> | | | |
| <i>Prêts</i> | <i>92 650 597</i> | | <i>92 650 597</i> | <i>101 243 345</i> | | | |
| <i>Dépôts et cautionnements</i> | <i>634 848</i> | | <i>634 848</i> | <i>637 548</i> | | | |
| Immobilisations en cours | 2 091 152 | | 2 091 152 | 3 121 190 | | | |
| | | | | | Résultat de l'exercice | 12 017 437 | 2 630 968 |
| TOTAL DES IMMOBILISATIONS | 947 762 096 | 124 274 400 | 823 487 695 | 828 560 356 | TOTAL CAPITAUX PROPRES | 886 743 099 | 874 725 662 |
| | | | | | PROVISIONS RISQUES ET CHARGES | 2 691 578 | (1) 2 909 805 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | | DETTES | | |
| Stocks | 1 161 605 | | 1 161 605 | 2 760 084 | Emprunts et dettes assimilées | 0 | 0 |
| Créances et comptes rattachés | 2 700 352 | | 2 700 352 | 313 721 | Fournisseurs et comptes rattachés | 14 390 523 | 11 401 388 |
| Autres | 287 706 | | 287 706 | | Autres dettes | 17 325 060 | (1) 18 418 190 |
| Valeurs mobilières de placement | 32 615 475 | | 32 615 475 | 35 522 519 | Produits constatés d'avance | 0 | 0 |
| Disponibilités | 60 590 834 | | 60 590 834 | 40 204 239 | | | |
| Charges constatées d'avance | 306 593 | | 306 593 | 94 127 | | | |
| TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT | 97 662 565 | | 97 662 565 | 78 894 690 | TOTAL DES DETTES | 31 715 583 | 29 819 578 |
| TOTAL ACTIF | | | 921 150 260 | 907 455 046 | TOTAL PASSIF | 921 150 260 | 907 455 046 |

(1) y compris reclassement en 2013 des charges à payer de prestations sociales en provisions pour charges (cf page 23).

**DÉTAIL DES ÉTATS FINANCIERS AYANT FAIT
L'OBJET D'UNE AGRÉGATION**

BILAN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE (AVANT AGRÉGATION DES SOCIÉTÉS ANNEXES)

| | 31/12/2014 | | 31/12/2013 | | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
|-----------------------------------|--------------------|---------------------------------|-----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | Valeur brute | Amortissements et dépréciations | Valeur nette | Valeur nette | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ | | | | | | |
| Immobilisations incorporelles | 16 744 915 | 14 469 595 | 2 275 320 | 1 954 129 | 154 949 195 | 154 949 195 |
| Immobilisations corporelles | 690 170 031 | 109 804 805 | 580 365 226 | 576 133 744 | 674 146 395 | 671 806 748 |
| Immobilisations financières | 238 755 997 | | 238 755 997 | 247 351 293 | | |
| <i>dont Participations</i> | 40 153 | | 40 153 | 40 000 | 12 952 840 | 2 339 648 |
| <i>FCP</i> | 145 430 400 | | 145 430 400 | 145 430 400 | | |
| <i>Prêts</i> | 92 650 597 | | 92 650 597 | 101 243 345 | | |
| <i>Dépôts et cautionnements</i> | 634 848 | | 634 848 | 637 548 | | |
| Immobilisations en cours | 2 091 152 | | 2 091 152 | 3 121 190 | | |
| TOTAL DES IMMOBILISATIONS | 947 762 096 | 124 274 400 | 823 487 695 | 828 560 356 | 842 048 430 | 829 095 590 |
| | | | | | | |
| | | | | | 1 160 628 | 1 377 787 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | | | |
| Stocks | 1 161 605 | | 1 161 605 | | | |
| Créances et comptes rattachés | 71 842 | | 71 842 | 45 758 | 0 | 0 |
| Autres | 287 706 | | 287 706 | 313 721 | 11 294 772 | 11 156 345 |
| Valeurs mobilières de placement | 6 698 304 | | 6 698 304 | 10 617 687 | 20 727 034 | (1) 19 739 321 |
| Disponibilités | 60 542 179 | | 60 542 179 | 40 155 585 | 17 325 060 | 18 418 190 |
| Charges constatées d'avance | 306 593 | | 306 593 | 94 127 | | |
| TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT | 69 068 229 | | 69 068 229 | 51 226 877 | 49 346 866 | 49 313 856 |
| TOTAL ACTIF | | | 892 555 924,64 | 879 787 233 | 892 555 925 | 879 787 233 |

(1) y compris reclassement en 2013 des charges à payer de prestations sociales en provisions pour charges (cf page 23).

**COMPTE DE RÉSULTAT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
(AVANT AGRÉGATION DES SOCIÉTÉS ANNEXES)**

| | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 |
|--|--------------------|--------------------|--|--------------------|
| Achats de fournitures et marchandises | 6 722 635 | 7 339 892 | Dotation de l'Etat | 517 890 000 |
| Variation de stocks | -1 161 605 | | Dotation reçue LCP-AN | 16 641 162 |
| Autres charges externes | 30 498 545 | 33 608 774 | Ventes de marchandises | 227 287 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 4 010 664 | 4 202 917 | Ventes de documents parlementaires | 38 735 |
| Charges de personnel | 175 225 917 | 183 510 002 | Cessions d'approvisionnement | 0 |
| <i>dont</i> | 126 081 326 | 135 398 491 | Reprises de provisions | 776 828 |
| <i>Charges de rémunérations</i> | 48 201 378 | 47 215 476 | Autres produits | 3 929 203 |
| <i>Charges sociales</i> | 943 212 | 896 035 | | |
| <i>Autres charges de personnels</i> | 288 744 578 | 289 455 299 | | |
| Charges parlementaires | 49 996 414 | 50 111 426 | | |
| <i>dont</i> | 61 870 125 | 63 634 145 | | |
| <i>Indemnités parlementaires</i> | 160 402 082 | 158 087 836 | | |
| <i>Charges sociales</i> | 16 475 957 | 17 621 891 | | |
| <i>Secrétariat parlementaire</i> | 10 553 116 | 10 501 794 | | |
| <i>Autres charges liées au mandat</i> | 559 669 | 1 229 858 | | |
| Dotations aux amortissements | 16 641 162 | 16 641 162 | | |
| Dotations aux provisions | | | | |
| Dotation versée LCP-AN | | | | |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (I) | 531 794 679 | 546 489 698 | TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I) | 539 503 215 |
| TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (II) | 0 | 0 | TOTAL PRODUITS FINANCIERS (II) | 4 713 397 |
| <i>Valeur nette comptable d'immobilisations financières cédées</i> | 0 | 0 | <i>Intérêts des prêts</i> | 997 920 |
| <i>Provision pour dépréciation des immobilisations financières</i> | 0 | 0 | <i>Reprise sur provision pour dépréciation des immobilisations financières</i> | 0 |
| | | | <i>Autres produits financiers</i> | 3 715 477 |
| TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (III) | 134 496 | 327 687 | TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (III) | 665 403 |
| <i>Charges exceptionnelles sur exercice courant</i> | 114 147 | 36 706 | <i>Produits exceptionnels sur exercice courant</i> | 434 341 |
| <i>Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs</i> | 1 680 | 290 306 | <i>Produits exceptionnels sur exercice antérieur</i> | 2 905 |
| <i>Valeur nette comptable des immobilisations corporelles cédées</i> | 18 669 | 676 | <i>Produits sur sorties d'actifs corporels</i> | 65 276 |
| <i>Valeur nette comptable des immobilisations financières cédées</i> | 0 | 0 | <i>Produits sur sorties d'actifs financiers</i> | 0 |
| | | | <i>Remboursements des compagnies d'assurance</i> | 162 881 |
| Résultat de l'exercice (IV) | 12 952 840 | 2 339 648 | | |
| TOTAL CHARGES (I+II+III+IV) | 544 882 016 | 549 157 033 | TOTAL PRODUITS (I+II+III) | 544 882 016 |
| | | | | 549 157 033 |

COMPTE DE RÉSULTAT DU FONDS DE SÉCURITÉ SOCIALE DES DÉPUTÉS (SSD)

| | CHARGES | | PRODUITS | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 |
| CHARGES EXTERNES | | | | |
| Honoraires | 0 | 0 | 8 086 280 | 8 299 455 |
| PRESTATIONS | | | | |
| Prestations maladie-maternité | 12 060 734 | 10 731 021 | 552 738 | 569 595 |
| Prestations décès | 9 038 652 | (1) 7 908 912 | 7 513 980 | 7 708 546 |
| Prestations action sanitaire et sociale | 613 720 | 634 081 | 18 203 | 20 266 |
| Prestations caisse complémentaire | 173 126 | (1) 135 053 | 1 359 | 1 047 |
| | 2 235 234 | (1) 2 052 975 | | |
| AUTRES CHARGES COURANTES | 1 481 189 | 1 508 949 | 789 295 | 91 510 |
| Remboursements de cotisations | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Achats de droits de séjours longs | 0 | 0 | 45 | 46 120 |
| Redevances de gestion | 761 372 | 784 741 | 65 042 | 45 390 |
| Charges diverses de gestion courante | 0 | 0 | 724 208 | 0 |
| Dotation aux provisions | 719 817 | (1) 724 208 | | |
| CHARGES FINANCIÈRES | 0 | 0 | 605 787 | 464 951 |
| | | | 0 | 0 |
| | | | 605 787 | 464 951 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 90 | 21 | 1 098 | 9 640 |
| Valeur nette comptable des immobilisations financières cédées | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres charges exceptionnelles | 90 | 21 | 1 098 | 9 640 |
| Résultat de l'exercice (excédent) | | 334 745 | 364 379 | |
| TOTAL | 13 542 013 | 12 574 736 | 13 542 013 | 12 574 736 |

(1) y compris reclassement en 2013 des charges à payer de prestations sociales en provisions pour charges (cf page 23).

BILAN DU FONDS DE SÉCURITÉ SOCIALE DU PERSONNEL (SSP)

| | ACTIF | | PASSIF | |
|---|-------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
| | 31/12/2014 | 31/12/2013 | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
| ACTIF IMMOBILISÉ | | | | |
| Immobilisations financières | 0 | 0 | 22 854 978 1 890 | 22 898 404 1 890 |
| TOTAL DES IMMOBILISATIONS | 0 | 0 | 22 285 844 | 22 856 868 |
| ACTIF CIRCULANT | | | 811 133 | 807 810 |
| Créances et comptes rattachés | 1 378 362 | 1 451 187 | | |
| Liaison Assemblée nationale | 12 808 443 | (1) 12 306 665 | 1 527 292 | 124 085 |
| Débiteurs divers | | | 0 | 0 |
| Valeurs mobilières de placement | 10 408 254 | 10 001 702 | 0 | 0 |
| Disponibilités | 29 210 | 29 210 | 0 | 0 |
| TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT | 24 624 269 | 23 788 763 | 1 527 292 | 124 085 |
| TOTAL ACTIF | 24 624 269 | 23 788 763 | 24 624 269 | 23 788 763 |
| | | | | |
| | | | -571 024 | -43 425 |
| TOTAL RÉSERVES | | | 22 285 844 | 22 856 868 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | 811 133 | 807 810 |
| DETTES | | | | |
| Fournisseurs | | | 1 527 292 | 124 085 |
| Liaison Assemblée nationale | | | 0 | 0 |
| Créditeurs divers | | | 0 | 0 |
| TOTAL DES DETTES | | | 1 527 292 | 124 085 |
| TOTAL PASSIF | | | 24 624 269 | 23 788 763 |

(1) y compris reclassement en 2013 des charges à payer de prestations sociales en provisions pour charges (cf page 23).

BILAN DE LA CAISSE DE PENSIONS DES ANCIENS DÉPUTÉS (CRD)

| ACTIF | | PASSIF | |
|--|------------|------------|--|
| | 31/12/2014 | 31/12/2013 | |
| ACTIF IMMOBILISÉ | 0 | 0 | DOTATIONS ET RÉSERVES |
| | | | Dotation initiale et réserves |
| | | | Report à nouveau |
| | | | 0 |
| | | | Résultat de l'exercice |
| | | | 0 |
| TOTAL DES IMMOBILISATIONS (I) | 0 | 0 | TOTAL DOTATIONS ET RÉSERVES (I) |
| | | | 0 |
| ACTIF CIRCULANT | | | DETTES |
| Créances à recouvrer | 0 | 0 | Fournisseurs |
| Liaison Assemblée Nationale | 0 | 0 | Liaison Assemblée Nationale |
| TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II) | 0 | 0 | TOTAL DES DETTES (II) |
| | | | 0 |
| TOTAL ACTIF (I+II) | 0 | 0 | TOTAL PASSIF (I+II) |
| | | | 0 |

BILAN DE LA CAISSE DE RETRAITES DU PERSONNEL (CRP)

| | ACTIF | | PASSIF | |
|-----------------------------------|------------|------------|------------------------------------|------------|
| | 31/12/2014 | 31/12/2013 | 31/12/2014 | 31/12/2013 |
| ACTIF IMMOBILISÉ | 0 | 0 | DOTATIONS ET RÉSERVES | 0 |
| | | | Dotation initiale et réserves | 0 |
| | | | Report à nouveau | 0 |
| | | | Résultat de l'exercice | 0 |
| TOTAL DES IMMOBILISATIONS | 0 | 0 | TOTAL DOTATIONS ET RÉSERVES | 0 |
| ACTIF CIRCULANT | | | DETTES | 0 |
| Liaison Assemblée Nationale | 0 | 0 | Fournisseurs | 0 |
| | | | Liaison Assemblée Nationale | 0 |
| TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT | 0 | 0 | TOTAL DES DETTES | 0 |
| TOTAL ACTIF | 0 | 0 | TOTAL PASSIF | 0 |

COMPTE DE RÉSULTAT DE LA CAISSE DE RETRAITES DU PERSONNEL (CRP)

| CHARGES | PRODUITS | | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| | 2014 | 2013 | 2014 |
| CHARGES EXTERNES | | | |
| Honoraires | 3 600 | 0 | 5 907 582 |
| | 3 600 | 0 | 5 532 871 |
| | | | 374 711 |
| PRESTATIONS | 46 565 112 | 45 431 769 | 40 661 130 |
| Prestations vieillesse/principal | 44 903 655 | 43 899 156 | 11 324 129 |
| Prestations vieillesse/majoration enfant | 1 224 716 | 1 194 806 | 29 337 001 |
| Pension orphelin/allocation d'études | 279 561 | 171 906 | |
| Allocation temporaire/rente invalidité | 118 482 | 126 425 | |
| Prestations familiales | 38 697 | 39 476 | |
| | | | 28 187 715 |
| AUTRES CHARGES COURANTES | 0 | 0 | 0 |
| Remboursements de cotisations | 0 | 0 | 0 |
| Charges diverses de gestion courante | 0 | 0 | 0 |
| CHARGES FINANCIÈRES | 0 | 0 | 0 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 0 | 0 | 0 |
| | | | 0 |
| TOTAL CHARGES | 46 568 712 | 45 431 769 | 46 568 712 |
| | | | 45 431 769 |
| | | | 28 187 715 |
| AUTRES PRODUITS COURANTS | | | 0 |
| Prestations à charge de tiers | | | 0 |
| Produits divers de gestion courante | | | 0 |
| PRODUITS FINANCIERS | | | 0 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | 0 |
| Produits exceptionnels sur exercice antérieur | | | 0 |
| TOTAL PRODUITS | 46 568 712 | 45 431 769 | 45 431 769 |

FAITS MARQUANTS

Au 31 décembre 2014, les faits marquants ont été :

- la comptabilisation de stocks dans le compte de résultat et le bilan de l'Assemblée nationale, ainsi que dans les comptes agrégés ;
- le reclassement comptable en provisions pour risques et charges des dettes de prestations sociales comptabilisées en charges à payer sur les exercices précédents dans les comptes des fonds de sécurité sociale, ainsi que dans les comptes agrégés.

Aucun autre fait marquant susceptible d'avoir un impact significatif sur les règles et méthodes comptables en vigueur à l'Assemblée nationale ou sur l'évolution, d'un exercice à l'autre, n'est intervenu au cours de l'exercice 2014.

ANNEXE

1 Référentiel comptable

Depuis le 1^{er} janvier 1993, l'Assemblée nationale tient une comptabilité d'engagement s'inspirant du plan comptable général (PCG), avec rattachement à l'exercice des dépenses et des recettes selon la règle du service fait. Des arrêtés du Bureau et des Questeurs ont procédé au réaménagement de son référentiel comptable à partir de l'exercice 2007 inclus. Ils font des normes contenues dans le PCG la base de principe de la comptabilité de l'Assemblée. Des solutions spécifiques ont été prévues pour le traitement des immobilisations et des engagements sociaux : sur le premier point, l'Assemblée a choisi de s'inspirer des normes comptables de l'Etat ; sur le second, elle a retenu la solution proposée par la recommandation n° 2003-R.01 du Conseil national de la comptabilité du 1^{er} avril 2003.

2 Règles et méthodes comptables

Les états financiers de l'Assemblée nationale pour l'exercice clos au 31 décembre 2014 correspondent à un périmètre comprenant les deux fonds de sécurité sociale relatifs l'un aux députés, l'autre au personnel, la caisse de pensions des anciens députés, et la caisse des retraites du personnel.

Ils ont été établis conformément au référentiel comptable adopté par le Bureau et par le Collège des Questeurs.

Les comptes sont présentés en euros. Ils sont préparés sur la base du principe du coût historique, à l'exception de la valorisation de certaines immobilisations.

2.1 Modalités d'agrégation des comptes

Les comptabilités annexes sont agrégées à la comptabilité de l'Assemblée nationale pour présenter un bilan, un compte de résultat et des éléments de notes annexes qui recouvrent l'entité juridique Assemblée nationale prise dans son ensemble.

Ces comptabilités annexes comprennent les deux fonds de sécurité sociale, la caisse de pensions des anciens députés et la caisse des retraites du personnel. Le fonds de garantie qui constituait la cinquième comptabilité annexe a été supprimé. A compter du 1^{er} janvier 2012, les prestations qu'il finançait sont intégralement gérées par la Caisse des dépôts et consignations selon le système de la gestion déléguée dans le cadre du fonds d'assurance mutuelle, différentielle et dégressive de retour à l'emploi des députés (FAMDDRE). Le FAMDDRE est soumis à une procédure de certification qui lui est propre.

Cette agrégation conduit, dans un premier temps, à éliminer les flux réciproques entre ces différentes comptabilités annexes. Dans un second temps, elle oblige à un reclassement des comptes de bilan et des comptes de résultat.

L'élimination des principaux flux réciproques porte sur :

- les dettes ou créances réciproques (bilan) ;
- les contributions « patronales » basées sur les rémunérations des députés et des personnels qui sont versées aux fonds et caisses, ainsi que les subventions versées à ces mêmes fonds et caisses (compte de résultat) ;
- les redevances de gestion mises à la charge des deux fonds de sécurité sociale par l'arrêté n° 09-023 pris par le Collège des Questeurs le 3 mars 2009.

Les principaux reclassements effectués sont les suivants :

- classement des produits d'exploitation des caisses et fonds (« cotisations obligatoires », « rachats de cotisations », « contributions ») au poste « cotisations sociales » présenté en produits d'exploitation dans le compte de résultat agrégé ;
- classement des charges de la caisse de pensions des anciens députés et de celles du fonds de sécurité sociale des députés au poste « charges sociales et de pensions » du compte de résultat agrégé ;
- classement des charges de la caisse des retraites du personnel et de celles du fonds de sécurité sociale du personnel au poste « charges sociales et de retraites ».

2.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent à des acquisitions et des améliorations de logiciels. Elles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition. Elles font l'objet d'un amortissement comptabilisé en charges selon le mode linéaire, sur leur durée d'utilité estimée à 2 ans.

2.3 Immobilisations corporelles

Elles sont constituées d'actifs physiques identifiables, contrôlés, dont l'utilisation s'étend sur plusieurs exercices, pour lesquels des avantages économiques futurs ou un potentiel de service sont attendus au profit de l'Assemblée nationale.

La notion de contrôle telle qu'elle est mentionnée ci-dessus ne s'applique pas aux contrats de location, pour lesquels les loyers sont systématiquement constatés en charges quelle que soit la nature juridique ou financière des contrats.

Le traitement comptable des immobilisations corporelles est différent selon la nature de l'immobilisation. Les catégories suivantes ont été identifiées :

- Biens immobiliers spécifiques et travaux immobiliers liés à ces biens,
- Biens immobiliers non spécifiques et travaux immobiliers liés à ces biens,
- Travaux immobiliers sur des biens immobiliers loués à autrui,
- Biens mobiliers spécifiques,
- Biens mobiliers non spécifiques.

2.3.1 Les biens immobiliers spécifiques et travaux immobiliers liés à ces biens

En vertu de l'article 2 de l'ordonnance n°58-1100 du 17 novembre 1958, un patrimoine spécifique (ou historique) a été affecté à l'Assemblée nationale. Ces biens spécifiques (ou historiques) correspondent au Palais-Bourbon et à l'Hôtel de Lassay. Ils sont inscrits à l'euro symbolique dans le bilan de l'Assemblée nationale, du fait notamment de la difficulté à les évaluer de manière fiable.

Les travaux immobilisables qui sont effectués à compter du 1^{er} janvier 2007 dans l'enceinte des biens immobiliers spécifiques ou historiques, ainsi que toutes les immobilisations entrant dans ces périmètres à compter de cette même date, sont enregistrés à leur coût diminué du cumul des amortissements et le cas échéant des pertes de valeur.

Les amortissements de ces biens et travaux, calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée, sont enregistrés en charge. Ces durées sont les suivantes :

| Amortissement des immobilisations liées aux biens spécifiques | Durées |
|--|---------------|
| Gros œuvre | 50 ans |
| Réseaux (génie climatique, fluides, installations électriques, etc) | 20 ans |
| Installations électroniques et de sécurité | 10 ans |
| Installations de communication | 5 ans |
| Autres installations et agencements | 20 ans |

2.3.2 Biens immobiliers non spécifiques et travaux immobiliers liés à ces biens

Les immeubles non spécifiques, appartenant à l'Assemblée nationale ou affectés à son usage, sont valorisés à la valeur de marché à dire d'expert. Le montant des travaux immobilisés liés à un bien immobilier et réalisés après la valorisation à dire d'expert, augmente la valeur d'ensemble du bien immobilier à due concurrence sauf à démontrer l'existence d'une perte de valeur.

La valeur de marché (ou valeur vénale) est révisée périodiquement. Une expertise a été réalisée par France Domaine en date du 3 janvier 2013, dont les effets ont été traduits dans les comptes clos au 31 décembre 2012.

L'écart entre la valeur nette comptable d'un bien immobilier non spécifique et sa valeur vénale mise à jour grâce à une nouvelle expertise, est inscrit en réserve, dans un sous-compte intitulé « écart de réévaluation ».

Les biens immobiliers non spécifiques, ainsi que les immobilisations liées, ne donnent pas lieu à amortissement.

2.3.3 Agencements, installations sur des biens immobiliers loués à autrui

Les agencements, installations et travaux sur des biens immobiliers loués à autrui sont inscrits au bilan à leur coût et sont amortis sur la durée probable d'utilisation ou sur la durée résiduelle du bail si celle-ci est plus courte.

2.3.4 Biens mobiliers spécifiques

Les biens mobiliers spécifiques correspondent aux œuvres d'art et aux biens assimilés, qu'ils soient détenus en pleine propriété ou mis en dépôt à l'Assemblée nationale, si celle-ci en supporte les principaux risques et bénéficie des avantages qu'ils procurent.

Les biens mobiliers spécifiques dont le contrôle a été obtenu après 1993, date d'adoption par l'Assemblée nationale d'une comptabilité d'engagement, sont évalués à leur coût diminué le cas échéant de pertes de valeur. Les biens contrôlés avant 1993 figurent au bilan à l'euro symbolique.

Les biens mobiliers spécifiques n'ayant pas de durée d'utilité déterminable ne sont pas amortissables.

2.3.5 Biens mobiliers non spécifiques

Les biens mobiliers non spécifiques sont comptabilisés à leur coût diminué des amortissements et, le cas échéant, des pertes de valeur. Ils sont amortis linéairement sur leurs durées estimées d'utilité.

| Amortissement des biens mobiliers non spécifiques | Durées |
|--|---------------|
| Autocommutateurs | 8 ans |
| Autres installations téléphoniques | 5 ans |
| Matériels et outillage | 5 ans |
| Véhicules | 4 ans |
| Matériels et outillage du garage | 5 ans |
| Matériels de bureau | 5 ans |
| Mobiliers | 10 ans |
| Appareils électriques | 5 ans |
| Bureautique des groupes | 5 ans |
| Matériels multimédia | 5 ans |
| Matériels informatiques | 5 ans |

2.4 Les immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent des titres de participations, des titres immobilisés, des prêts ainsi que des dépôts et cautionnements.

Les titres de participations sont constitués par le capital social de la société de programme La Chaîne Parlementaire-Assemblée nationale (LCP-AN), dont l'Assemblée nationale est l'actionnaire unique. Ces titres figurent au bilan pour le prix de souscription des actions à l'émission et seront le cas échéant dépréciés en cas de survenance d'un indice de perte de valeur.

Les autres titres immobilisés correspondent à des parts de fonds communs de placements (FCP) que l'Assemblée nationale envisage de conserver durablement. A la clôture, la valeur d'entrée de ces titres est comparée à leur valeur actuelle. Cette comparaison est effectuée par catégorie de titres de même nature conférant les mêmes droits. En cas de diminution de valeur, une provision pour dépréciation est comptabilisée en charge.

Les prêts, dépôts et cautionnements sont inscrits à leur valeur nominale diminuée le cas échéant d'une dépréciation.

2.5 Stocks

Le montant des stocks inscrit au bilan au 31 décembre de l'exercice a été calculé en valorisant les quantités inventoriées à la clôture de l'exercice, pour l'essentiel, par référence à un coût d'achat historique. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur actuelle du stock en fin d'exercice est inférieure à celle résultant du coût historique d'achat à la même date.

2.6 Les créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque le recouvrement d'une créance est compromis.

2.7 La trésorerie

Les comptes courants bancaires débiteurs sont classés en « disponibilités ».

Les comptes courants bancaires créditeurs sont classés au poste « emprunts et dettes assimilées ».

2.8 Les capitaux propres

La dotation initiale et les réserves enregistrent la contrepartie des actifs immobilisés dans le bilan d'ouverture de 1993, déduction faite de deux versements au profit de l'Etat effectués en 1993.

Le report à nouveau enregistre, d'une part, les résultats comptables des exercices précédents (après affectation) et, d'autre part, à titre exceptionnel, les ajustements permettant de passer du bilan de clôture 2006 établi selon l'ancien référentiel comptable au bilan d'ouverture établi au 1^{er} janvier 2007 selon le nouveau référentiel comptable.

2.9 Les provisions pour risques et charges

Les provisions au passif du bilan représentent des dettes dont le montant ou l'échéance sont incertains. Elles sont comptabilisées en présence d'une obligation supportée par l'Assemblée nationale, ayant pour origine une réglementation, une loi ou des clauses contractuelles ou en présence d'une obligation implicite, et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressource représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

Ces provisions sont évaluées pour le montant estimé du décaissement ou plus généralement de la sortie de ressource estimée nécessaire pour éteindre l'obligation.

Les provisions relatives à la garantie de maintien du niveau de rémunération des personnels mis à la disposition d'organismes extérieurs et au droit des personnels à un congé longue durée sont calculées sur la base des situations en cours et des montants et durées déjà couverts par les décisions individuelles applicables au 31 décembre de l'exercice.

A compter de l'exercice 2014, les dettes de prestations sociales des fonds de sécurité sociale inscrites en charges à payer sur les exercices précédents ont été reclassées au bilan et au

compte de résultat des fonds sous la forme de provisions pour charges. Le compte de résultat et le bilan avant et après agrégation des fonds ont été retraités pro forma pour permettre la comparaison des comptes de l'exercice 2014 avec ceux de l'exercice précédent.

2.10 Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

Pour évaluer ses engagements de retraites et avantages similaires, l'Assemblée nationale a souhaité se conformer à une recommandation du Conseil national de la comptabilité (n°2003-R01), conformément à l'option offerte sur ce point dans le plan comptable général.

Les avantages des personnels de l'Assemblée nationale désignent toute prestation servie au titre des services accomplis par ces derniers, qu'il s'agisse notamment des rémunérations, de leurs accessoires, des absences rémunérées ou de tous les avantages similaires.

Le coût représenté par ces avantages est comptabilisé dans les charges de la période au cours de laquelle le personnel a accompli le service correspondant. Les indemnités à verser au personnel contractuel en cas de rupture du contrat de travail à l'initiative de l'Assemblée nationale sont comptabilisées en charge lorsque la rupture est annoncée.

A la clôture de l'exercice, des provisions sont enregistrées au titre des droits à prestations futures acquis ou en cours d'acquisition. L'évaluation de la provision tient compte de la probabilité de versement des prestations.

Les avantages accordés au titre de la retraite ou les avantages similaires ne sont pas provisionnés mais sont évalués et mentionnés en annexe.

Les indemnités parlementaires et autres avantages servis aux députés ou à leurs collaborateurs par l'Assemblée nationale suivent les mêmes règles comptables que celles énoncées ci-dessus.

2.11 Les dettes

Les dettes fournisseurs et autres dettes d'exploitation sont enregistrées à leur valeur nominale.

2.12 Les produits d'exploitation

En vertu du principe de l'autonomie financière des assemblées parlementaires, posé par l'article 7 de l'ordonnance n°58-1100 du 17 novembre 1958, et dans la mesure où l'Assemblée nationale détermine en toute liberté l'utilisation de la dotation qui lui est versée par l'Etat, celle-ci est intégralement comptabilisée en produits d'exploitation. Le montant ainsi comptabilisé au titre d'un exercice correspond à celui inscrit dans le projet de loi de finances au titre du même exercice et arrêté après le vote de cette loi.

La société LCP-AN étant détenue intégralement par l'Assemblée nationale, la dotation versée par l'Etat à l'Assemblée nationale pour financer cette société est enregistrée en produit d'exploitation. Comme cela est précisé en note 2.13, une charge d'exploitation est enregistrée à l'occasion du reversement à la société.

L'Assemblée nationale présente la particularité de gérer des caisses de pensions et de retraites ainsi que des fonds de sécurité sociale. C'est pourquoi elle comptabilise en produits des

cotisations sociales : cotisations des affiliés (députés et personnels de l'Assemblée nationale) et contribution sociale généralisée. Ces produits ne sont pas neutralisés dans le cadre de l'agrégation des comptes.

L'Assemblée nationale encaisse, par ailleurs, diverses recettes (ventes de documents, remboursements de divers organismes ...). Ces produits figurent au poste « Autres produits d'exploitation » du compte de résultat agrégé.

2.13 Les charges d'exploitation

La principale spécificité tient directement à la fonction de l'Assemblée nationale. Elle explique la présence dans ses comptes d'une rubrique de *charges parlementaires*, qui n'a, par définition, aucun équivalent possible dans les comptes d'une administration d'Etat et, a fortiori, dans ceux d'une entreprise privée.

Les paiements effectués au titre des contrats de location sont comptabilisés en charges quelles que soient les caractéristiques juridiques et financières de ces contrats.

La dotation versée à LCP-AN est comptabilisée en charges. Sont également incluses les prestations versées par les deux fonds de sécurité sociale, ainsi que par les caisses de retraites et de pensions.

Les subventions versées de manière récurrente à des entités tierces sont classées en charges d'exploitation.

2.14 Les produits et charges financiers

Les produits financiers comprennent les plus values réalisées lors de la cession de placements financiers à court terme, les produits d'intérêts perçus au titre des prêts octroyés et les intérêts courus non échus au 31 décembre de l'exercice.

Les charges financières comprennent les moins values réalisées lors de la cession de placements financiers court terme.

2.15 Les produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels correspondent à des flux qui, par nature, ne sont pas récurrents et à des corrections relatives aux exercices antérieurs.

2.16 Information par activités

Les deux fonds de sécurité sociale (celui des députés et celui des personnels), la caisse de pensions des anciens députés, la caisse des retraites du personnel, disposent de règlements spécifiques arrêtés par le Bureau de l'Assemblée nationale ainsi que d'un mode de financement spécifique. Une présentation sous forme de bilan et de compte de résultat de ces comptabilités annexes est jointe au bilan et au compte de résultat agrégés, afin de faire ressortir les contributions de ces comptabilités aux états financiers de l'Assemblée nationale.

Ces bilans et comptes de résultats des « comptabilités annexes » sont présentés avant élimination des flux réciproques et avant reclassements.

3 Notes relatives au bilan agrégé

3.1 Actif immobilisé

Variations de l'actif immobilisé brut sur l'exercice

| | Valeur brute d'ouverture | Variations de l'exercice | Valeur brute de clôture |
|--|-----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 14 648 155 | 2 096 759 | 16 744 915 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 677 423 880 | 12 746 152 | 690 170 031 |
| Travaux immeubles historiques | 56 945 757 | 8 645 968 | 65 591 725 |
| Total immeubles historiques | 56 945 757 | 8 645 968 | 65 591 725 |
| Immeuble non spécifique 233/235 Boul. Saint-Germain | 90 079 215 | 952 610 | 91 031 825 |
| Immeuble non spécifique 101 rue de l'Université - 32 rue Saint Dominique | 280 093 435 | 407 311 | 280 500 747 |
| Immeuble non spécifique 95 rue de l'Université | 11 765 150 | 0 | 11 765 150 |
| Immeuble non spécifique 3 rue Aristide Briand | 34 530 143 | 24 166 | 34 554 309 |
| Immeuble non spécifique 34 rue Saint-Dominique | 310 000 | 0 | 310 000 |
| Immeuble non spécifique 105 rue de l'Université | 2 359 538 | 0 | 2 359 538 |
| Immeuble non spécifique 103 rue de l'Université | 20 515 614 | 828 | 20 516 441 |
| Immeuble non spécifique 33 rue Saint-Dominique | 67 588 797 | 65 053 | 67 653 850 |
| Total immeubles non spécifiques | 507 241 893 | 1 449 968 | 508 691 861 |
| Travaux immeuble loué 110 rue de l'Université | 70 275 | 13 948 | 84 223 |
| Travaux immeuble loué entrepôt porte d'Aubervilliers | 113 182 | 529 | 113 711 |
| Total immeubles loués | 183 457 | 14 478 | 197 934 |
| TOTAL IMMEUBLES | 564 371 107 | 10 110 413 | 574 481 520 |
| Autocommutateurs | 3 968 737 | 0 | 3 968 737 |
| Autres installations téléphoniques | 754 991 | 24 142 | 779 133 |
| Matériel et outillage | 4 028 895 | 182 495 | 4 211 390 |
| Collections, oeuvres et objets d'art | 8 451 271 | 228 305 | 8 679 577 |
| Véhicules | 2 399 755 | -92 246 * | 2 307 509 |
| Matériel et outillage du garage | 96 565 | 49 | 96 614 |
| Matériel de bureau | 8 876 480 | 41 408 | 8 917 888 |
| Mobilier | 27 430 749 | 436 428 | 27 867 176 |
| Appareils électriques | 22 411 265 | 195 640 | 22 606 905 |
| Bureautique des groupes | 4 129 114 | 179 374 | 4 308 489 |
| Matériel multimédia | 71 929 | 0 | 71 929 |
| Matériel informatique | 30 433 022 | 1 440 143 | 31 873 166 |
| TOTAL AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 113 052 773 | 2 635 739 | 115 688 512 |

*dont 189 301 euros au titre des acquisitions de l'exercice 2014, desquels il convient de retrancher 281 547 euros au titre des cessions et sorties d'actifs

| | | | |
|---|--------------------|-------------------|--------------------|
| IMMOBILISATIONS EN COURS | 3 121 190 | -1 030 037 | 2 091 152 |
| Acomptes et avances versés sur autres immobilisations | 0 | 103 800 | 103 800 |
| Logiciels en cours | 0 | 329 841 | 329 841 |
| Gros œuvre en cours | 798 922 | -724 090 | 74 831 |
| Installations générales en cours | 1 875 335 | -889 947 | 985 388 |
| Aménagements et agencements en cours | 343 022 | 21 030 | 364 052 |
| Etudes et ingénierie en cours | 103 911 | 129 329 | 233 239 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | 247 351 293 | -8 595 296 | 238 755 997 |
| Participations | 40 000 | 153 | 40 153 |
| Titres immobilisés de l'activité de portefeuille | 145 430 400 | 0 | 145 430 400 |
| Prêts | 101 243 345 | -8 592 749 | 92 650 597 |
| Dépôts et cautionnements | 637 548 | -2 700 | 634 848 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS | 942 544 518 | 5 217 578 | 947 762 096 |

Variations des dotations aux amortissements sur l'exercice

| | Ouverture | Variations | Clôture |
|---|--------------------|-------------------|--------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 12 694 027 | 1 775 569 | 14 469 595 |
| Logiciels | 12 694 027 | 1 775 569 | 14 469 595 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 101 290 135 | 8 514 670 | 109 804 805 |
| Travaux immeubles historiques | 11 199 189 | 3 814 451 | 15 013 640 |
| Gros œuvre immeubles historiques | 508 055 | 192 723 | 700 778 |
| Installations de génie climatique immeubles historiques | 1 034 553 | 298 311 | 1 332 865 |
| Installations de fluides immeubles historiques | 41 927 | 8 468 | 50 395 |
| Installations sanitaires immeubles historiques | 312 258 | 108 345 | 420 603 |
| Installations électriques immeubles historiques | 1 371 505 | 454 689 | 1 826 194 |
| Installations électroniques immeubles historiques | 521 319 | 205 166 | 726 484 |
| Installations de communication immeubles historiques | 2 874 396 | 863 760 | 3 738 156 |
| Installations de sécurité immeubles historiques | 2 080 725 | 762 277 | 2 843 003 |
| Ascenseurs - monte-charges immeubles historiques | 86 485 | 40 106 | 126 591 |
| Autres installations générales immeubles historiques | 19 477 | 9 859 | 29 336 |
| Travaux d'agencement immeubles historiques | 1 739 216 | 652 420 | 2 391 636 |
| Revêtements de sols immeubles historiques | 317 540 | 104 649 | 422 189 |
| Serrurerie immeubles historiques | 288 706 | 104 867 | 393 573 |
| Autres aménagements immeubles historiques | 3 027 | 8 810 | 11 837 |
| Travaux immeubles loués | 102 232 | 19 870 | 122 102 |
| Installation climatisation immeubles loués | 725 | 206 | 931 |
| Installations de fluides immeubles loués | 24 | 0 | 24 |
| Installations sanitaires immeubles loués | 249 | 112 | 361 |
| Installations électriques immeubles loués | 40 218 | 6 289 | 46 506 |
| Installations électroniques immeubles loués | 31 | 92 | 123 |
| Installations de communication immeubles loués | 1 718 | 561 | 2 279 |
| Installations de sécurité immeubles loués | 49 899 | 9 939 | 59 838 |
| Ascenseurs - monte-charges immeubles loués | 3 191 | 491 | 3 682 |
| Travaux d'agencement immeubles loués | 5 879 | 1 848 | 7 727 |
| Revêtement de sols immeubles loués | 0 | 180 | 180 |
| Serrurerie immeubles loués | 298 | 151 | 449 |
| Autres immobilisations corporelles | 89 988 715 | 4 680 348 | 94 669 064 |
| Autocommutateurs | 3 690 602 | 144 718 | 3 835 320 |
| Autres installations téléphoniques | 749 393 | 3 266 | 752 659 |
| Matériel et outillage | 3 669 871 | 140 670 | 3 810 541 |
| Véhicules | 1 980 736 | -46 524 * | 1 934 212 |
| Matériel et outillage du garage | 85 455 | 3 940 | 89 395 |
| Matériel de bureau | 8 202 397 | 280 683 | 8 483 081 |
| Mobilier | 20 425 847 | 1 666 844 | 22 092 691 |
| Appareils électriques | 21 096 144 | 744 736 | 21 840 879 |
| Bureautique des groupes | 3 623 076 | 218 953 | 3 842 029 |
| Matériel multimédia | 70 608 | 636 | 71 244 |
| Matériel informatique | 26 394 585 | 1 522 427 | 27 917 012 |
| TOTAL | 113 984 162 | 10 290 238 | 124 274 400 |

**dont 235 023 euros au titre des amortissements de l'exercice 2014, desquels il convient de retrancher 281 547 euros au titre des cessions et sorties d'actifs (y compris 18 169 euros au titre de la valeur nette comptable d'immobilisations corporelles cédées).*

3.1.1 Immobilisations incorporelles

Il s'agit uniquement d'acquisition de nouveaux logiciels et d'amélioration de logiciels existants.

3.1.2 Immobilisations corporelles

Le tableau ci-dessous récapitule, au 31 décembre 2014, la valeur vénale de chaque immeuble ainsi que sa valeur locative. L'estimation des valeurs vénales des immeubles a été confiée à France Domaine, à qui l'Etat avait fait appel pour l'évaluation de son propre parc immobilier en 2007. La dernière évaluation des valeurs vénales a eu lieu début 2013. Ses résultats ont été intégrés dans les comptes clos au 31 décembre 2012.

| Immeuble | Valeur vénale | Superficie (m2) | | Valeur locative (en euros par m2) | |
|---------------------------------------|---------------|-------------------------|-----------|--------------------------------------|---------------------------|
| | | Bureaux Appartements | Sous sols | Bureaux Appartements | Sous-sols |
| 233/235 Boul. Saint-Germain | 89 000 000 | 9 314 | 2 788 | 440 € | 220 € |
| 101 rue de l'Université | 214 484 500 | 12 177 | 13 270 | 550 € | 275 € |
| 32 rue Saint-Dominique | 65 500 000 | 4 251 | 1 713 | 540 € | 270 € |
| 95 rue de l'Université | 11 750 000 | 992 | 212 | 540 € | 270 € |
| 3 rue Aristide Briand | 34 500 000 | 2 403 | 427 | 650 € | 325 € |
| Appartement - 34 rue Saint-Dominique | 310 000 | 30 | | 32 € | |
| Appartement - 105 rue de l'Université | 2 350 000 | 205 | | 29 € | |
| 103 rue de l'Université | 20 515 500 | 1 095 | 1 403 | 550 € | 275 € |
| 33 rue Saint-Dominique | 67 500 000 | 4 620 | 50 pk | 675 € | 2 640 € / an et par pk |

3.1.3 Immobilisations en cours

Le montant des immobilisations en cours a diminué de 1 030 037 euros en 2014 ; il est constitué de projets qui seront mis en service sur des exercices ultérieurs notamment la transformation en bureaux de salles de stockage au Palais-Bourbon, des travaux de mise aux normes pour les personnes à mobilité réduite et la rénovation des installations de génie climatique.

3.1.4 Immobilisations financières

La participation à LCP-AN est inscrite pour son coût historique (40 000 euros). On retrouvera ci-après des informations relatives à cette société au 31 décembre 2014.

| Participation dans LCP-AN | clôture |
|--|-------------------|
| Capital | 40 000 |
| Réserves et report à nouveau avant affectation du résultat | 54 999 |
| Résultat de l'exercice | 2 077 |
| Dividende versé au cours de l'exercice | 0 |
| Prêts et avances consentis par l'Assemblée nationale | 0 |
| Cautions et avals consentis par l'Assemblée nationale | 0 |
| Chiffre d'affaires de l'exercice | 13 858 |
| Produits d'exploitation de LCP-AN | 17 062 709 |
| <i>Dont dotation reçue</i> | <i>16 641 162</i> |

Les titres immobilisés correspondent :

- à des fonds communs de placements dédiés inscrits au bilan pour leur valeur historique (145,43 millions d'euros), et dont la valeur liquidative est de 310,77 millions d'euros au 31 décembre 2014.
- à des prêts de trésorerie à court terme et aux anciens prêts au logement, souscrits avant la suppression du dispositif, qui pouvaient être accordés pour une durée maximale de 25 ans.

Encours au 31 décembre 2014

| Nature du prêt | Total | à moins d'un an | de 1 à 5 ans | > à 5 ans |
|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Prêts au logement | 85 809 905 € | 8 961 904 € | 30 164 539 € | 46 683 462 € |
| Prêts de trésorerie | 6 840 692 € | 3 296 387 € | 3 544 305 € | - € |
| Total | 92 650 597 € | 12 258 291 € | 33 708 844 € | 46 683 462 € |

3.2 Les créances et dettes d'exploitation

| | Montant net au 31/12/2014 | Montant net au 31/12/2013 | Dont supérieures à un an |
|---|------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| Créances clients | 71 842 | 45 758 | 0 |
| Créances sécurité sociale | 2 628 510 | 2 714 326 | 0 |
| Personnel et comptes rattachés | 70 836 | 72 274 | 0 |
| Débiteurs divers | 216 870 | 241 447 | 0 |
| Charges constatées d'avance | 306 593 | 94 127 | 0 |
| TOTAL CRÉANCES | 3 294 651 | 3 167 932 | |
| | Montant net au 31/12/2014 | Montant net au 31/12/2013 | Dont supérieures à un an |
| Emprunts et dettes assimilées | 0 | 0 | 0 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 14 390 523 | 11 401 388 | 0 |
| Personnel et comptes rattachés | 560 049 | 1 203 429 | 0 |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 15 560 549 | 15 418 597 | 0 |
| Etat | 1 042 505 | 1 110 135 | 0 |
| Autres dettes | 161 957 | 686 029 | 0 |
| Produits constatés d'avance | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL DETTES | 31 715 583 | 29 819 578 | |

Les créances et dettes d'exploitation ont toutes des échéances inférieures à un an.

Au 31 décembre 2014, les créances de sécurité sociale correspondent au versement par l'ACOSS de la Contribution Sociale Généralisée au titre des mois de novembre et décembre 2014. Au 31 décembre 2013, elles correspondaient au versement des mois de novembre et de décembre de 2013.

Les dettes à l'égard de la sécurité sociale et des autres organismes sociaux constituent la contrepartie des charges sociales de la fin de l'année 2014 qui ont été payées en janvier 2015.

Les dettes fournisseurs sont pour l'essentiel des dettes à court terme correspondant aux dépenses de l'exercice 2014 payées début 2015. Elles incluent les charges à payer pour factures non parvenues (montant ci après).

DÉTAIL DES CHARGES À PAYER ET DES PRODUITS À RECEVOIR

| | Montant net au 31/12/14 | Montant net au 31/12/13 |
|--|----------------------------|----------------------------|
| Factures non parvenues | 2 029 372 | 1 964 700 |
| Charges à payer personnel et assimilés | 279 424 | (1) 785 512 |
| Charges à payer députés et assimilés | 179 531 | (1) 213 967 |
| TOTAL CHARGES À PAYER | 2 488 327 | 2 964 180 |
| | Montant net | Montant net |
| Produits divers à recevoir | 209 735 | 221 319 |
| TOTAL PRODUITS A RECEVOIR | 209 784 | 221 319 |

(1) y compris le reclassement des charges à payer des fonds de sécurité en provisions pour charges (cf page 22).

Comme suite au retraitement des comptes de l'exercice 2013, les charges à payer au titre des députés, personnels et assimilés ne comprennent plus les dettes de prestations sociales des fonds de sécurité sociale (724 208 euros pour le fonds de sécurité sociale des députés et 807 810 euros pour le fonds de sécurité sociale des personnels).

3.3 Trésorerie nette

| | Montant au 31/12/14 | Montant au 31/12/13 |
|---------------------------------|---------------------|---------------------|
| ACTIF | | |
| Valeurs mobilières de placement | 32 615 475 | 35 522 519 |
| Disponibilités | 60 590 834 | 40 204 239 |
| PASSIF | | |
| Emprunts et dettes assimilées | 0 | 0 |
| TOTAL TRESORERIE NETTE | 93 206 309 | 75 726 758 |

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de comptes à terme dont le taux d'intérêt est fixe et garanti et de SICAV. Pour calculer la plus-value réalisée lors de la cession d'une valeur mobilière de placement, la valeur comptable retenue est celle enregistrée au coût d'entrée selon la méthode du premier entré premier sorti (PEPS).

3.4 Les capitaux propres

Le montant inscrit au titre de la dotation initiale et des réserves (101,86 M€) est inchangé par rapport au bilan d'ouverture 2011.

Conformément à l'évaluation par France Domaine de la valeur vénale actualisée des immeubles non spécifiques appartenant à l'Assemblée nationale, une réévaluation de 53,09 millions d'euros a été inscrite sur les comptes d'écarts de réévaluation en 2012.

Le report à nouveau comprend, d'une part, des ajustements sur le bilan d'ouverture 2007 pour 364,9 millions d'euros et, d'autre part, le report à nouveau stricto sensu, dont la variation, en 2014, résulte de l'affectation du résultat 2013 (2 630 968 euros).

La variation des capitaux propres du bilan agrégé se présente ainsi :

| | Situation d'ouverture | Affectation du résultat n-1 | Résultat de l'exercice n | Situation de clôture |
|--------------------------------------|-----------------------|-----------------------------|--------------------------|----------------------|
| Dotations initiales | 101 857 993 | | | 101 857 993 |
| Écarts de réévaluation | 53 091 202 | | | 53 091 202 |
| Ajustement du bilan d'ouverture 2007 | 364 920 183 | | | 364 920 183 |
| Report à nouveau | 352 225 317 | 2 630 968 | | 354 856 285 |
| Résultat de l'exercice | 2 630 968 | -2 630 968 | 12 017 437 | 12 017 437 |
| TOTAL GENERAL | 874 725 662 | 0 | 12 017 437 | 886 743 099 |

Le résultat comptable de l'exercice correspond au cumul des résultats comptables de chaque entité comptable agrégée dans le bilan de l'Assemblée nationale.

| Entité | Résultat comptable 2014 | Résultat comptable 2013 |
|--|-------------------------|-------------------------|
| Assemblée nationale | 12 952 840 | 2 339 648 |
| Caisse de pensions des anciens députés | 0 | 0 |
| Caisse des retraites du personnel | 0 | 0 |
| Fonds de sécurité sociale des députés | (364 379) | 334 745 |
| Fonds de sécurité sociale du personnel | (571 024) | (43 425) |
| Total | 12 017 437 | 2 630 968 |

3.5 Les provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges ont été constituées pour constater dans le bilan de l'Assemblée nationale quatre types d'engagement à long terme en faveur des personnels :

- la garantie d'une rémunération pendant un congé de longue durée pour cause de maladie d'un montant de 144 545 euros ;
- la garantie de rémunération de personnels mis à disposition d'organismes extérieurs pour un montant de 846 048 euros ;
- une provision pour risques contentieux d'un montant de 170 035 euros correspondant à des litiges identifiés à la date du 31 décembre 2014 ;
- une provision correspondant aux dettes de prestations sociales des fonds de sécurité sociale de l'Assemblée d'un montant de 1 530 950 euros au 31 décembre 2014.

3.6 Les passifs éventuels

Aucun passif éventuel n'est à signaler au 31 décembre 2014.

4 Notes relatives au compte de résultat agrégé

La comptabilité budgétaire et la comptabilité générale de l'Assemblée nationale (comprenant les fonds et caisses) sont toutes les deux tenues conformément au principe des droits constatés. C'est pourquoi il n'y a pas lieu de procéder à des retraitements pour passer d'une comptabilité à l'autre, même si certains postes comptables, très minoritaires, ne font pas l'objet d'un suivi au plan budgétaire.

4.1 Les charges d'exploitation

| | 2014 | 2013 |
|--|-------------------|-------------------|
| ACHATS DE FOURNITURES ET MARCHANDISES | 6 722 635 | 7 339 892 |
| ACHATS DE FOURNITURES D'ATELIERS | 536 440 | 565 146 |
| ACHATS DE PETITS ÉQUIPEMENTS | 256 924 | 240 965 |
| AUTRES ACHATS DE FOURNITURES | 2 036 924 | 2 152 713 |
| ACHATS DE FLUIDES | 3 853 169 | 4 327 902 |
| ACHATS DE MARCHANDISES | 39 178 | 53 166 |
| VARIATION DES STOCKS | -1 161 605 | |
| AUTRES CHARGES EXTERNES | 30 502 505 | 33 609 535 |
| BASES DE L'A.N. ET BASES EXTÉRIEURES | 461 401 | 424 126 |
| LOCATIONS | 3 965 215 | 5 148 194 |
| TRAVAUX D'ENTRETIEN | 13 565 285 | 14 079 092 |
| PRIMES D'ASSURANCES | 394 429 | 391 391 |
| ÉTUDES ET DOCUMENTATION | 1 030 054 | 1 558 958 |
| SUBVENTIONS ET AUTRES CHARGES | 1 852 565 | 1 842 605 |
| PERSONNEL EXTÉRIEUR À L'A.N. | 1 385 144 | 1 432 171 |
| HONORAIRES | 507 035 | 918 044 |
| INFORMATIONS | 2 384 812 | 2 739 564 |
| IMPRESSIONS | 223 345 | 263 102 |
| TRANSPORT ET DÉPLACEMENTS | 1 087 155 | 1 229 504 |
| FRAIS POSTAUX ET COMMUNICATIONS | 3 614 897 | 3 564 249 |
| FRAIS BANCAIRES | 27 361 | 13 852 |
| RÉGIES DES SERVICES DE L'A.N. | 3 806 | 4 682 |
| IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS | 4 010 664 | 4 202 917 |
| SYNDICAT DES TRANSPORTS PARISIENS | 3 304 495 | 3 453 924 |
| IMPÔTS LOCAUX | 703 926 | 715 050 |
| TAXES ET DROITS SUR LES VÉHICULES | 2 243 | 103 |
| FONDS D'INSERTION TRAVAILLEURS HANDICAPÉS | 0 | 33 840 |

| | 2014 | 2013 |
|---|--------------------|------------------------|
| CHARGES DE PERSONNEL | 189 990 479 | (1) 197 405 770 |
| CHARGES DE REMUNERATION | 126 081 326 | 135 398 491 |
| <i>PERSONNELS STATUTAIRES</i> | <i>116 573 321</i> | <i>125 828 837</i> |
| <i>PERSONNELS CONTRACTUELS DE L'ASSEMBLEE</i> | <i>6 111 084</i> | <i>6 280 988</i> |
| <i>PERSONNELS CONTRACTUELS DE LA PRÉSIDENCE</i> | <i>2 868 628</i> | <i>2 709 780</i> |
| <i>AUTRES PERSONNELS</i> | <i>528 293</i> | <i>578 886</i> |
| CHARGES SOCIALES ET DE RETRAITE | 62 965 941 | (1) 61 111 244 |
| <i>CHARGES SOCIALES</i> | <i>2 408 689</i> | <i>2 320 287</i> |
| <i>CHARGES DU FONDS DE SECURITE SOCIALE DES PERSONNELS</i> | <i>12 658 670</i> | <i>(1) 11 566 045</i> |
| <i>CHARGES DE LA CAISSE DE RETRAITE DES PERSONNELS</i> | <i>46 565 112</i> | <i>45 431 769</i> |
| <i>PRESTATIONS DIRECTES</i> | <i>1 333 470</i> | <i>1 793 143</i> |
| AUTRES CHARGES DE PERSONNELS | 943 212 | 896 035 |
| <i>AUTRES CHARGES D'ACTION SOCIALE</i> | <i>168 365</i> | <i>165 523</i> |
| <i>AUTRES CHARGES DE PERSONNEL</i> | <i>774 847</i> | <i>730 511</i> |
| CHARGES PARLEMENTAIRES | 304 704 856 | (1) 303 969 956 |
| INDEMNITÉS PARLEMENTAIRES | 49 996 414 | 50 111 426 |
| CHARGES SOCIALES ET DE PENSIONS | 77 830 403 | (1) 78 057 372 |
| <i>CHARGES SOCIALES</i> | <i>1 316 859</i> | <i>1 412 923</i> |
| <i>CHARGES DU FONDS DE SECURITE SOCIALE DES DEPUTES</i> | <i>12 060 734</i> | <i>(1) 10 731 021</i> |
| <i>CHARGES DE LA CAISSE DE PENSIONS DES ANCIENS DEPUTES</i> | <i>64 262 691</i> | <i>65 722 916</i> |
| <i>CHARGES DU FONDS DE GARANTIE DE RESSOURCES DES DEPUTES</i> | <i>190 120</i> | <i>190 511</i> |
| SECRETARIAT PARLEMENTAIRE | 160 402 082 | 158 087 836 |
| AUTRES CHARGES LIEES AU MANDAT | 16 475 957 | 17 713 322 |
| <i>VOYAGES ET DÉPLACEMENTS</i> | <i>7 329 139</i> | <i>7 720 755</i> |
| <i>CHARGES DES OFFICES PARLEMENTAIRES</i> | <i>59 783</i> | <i>77 943</i> |
| <i>REPRÉSENTATION DE L'A.N.</i> | <i>4 458 675</i> | <i>4 432 142</i> |
| <i>AUTRES CHARGES LIEES AU MANDAT</i> | <i>4 628 360</i> | <i>5 482 482</i> |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS | 10 553 116 | 10 501 794 |
| DOTATION AUX PROVISIONS | 2 090 619 | (1) 2 761 876 |
| DOTATION VERSEE LCP-AN | 16 641 162 | 16 641 162 |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION | 564 054 431 | (1) 576 432 901 |

(1) compte tenu du reclassement des charges à payer des fonds de sécurité en provisions pour charges (cf page 23).

4.2 Les produits d'exploitation

| | 2014 | 2013 |
|---|--------------------|--------------------|
| DOTATION DE L'ETAT | 517 890 000 | 517 890 000 |
| DOTATION RECUE LCP-AN | 16 641 162 | 16 641 162 |
| COTISATIONS SOCIALES | 30 733 758 | 31 381 936 |
| <i>COTISATIONS AFFILIES CAISSE DE PENSION DES ANCIENS DEPUTES</i> | 7 588 300 | 7 479 459 |
| <i>COTISATIONS AFFILIES FONDS DE SECURITE SOCIALE DES DEPUTES</i> | 8 092 699 | 8 312 293 |
| <i>COTISATIONS DU FAMDDRE</i> | 190 120 | 190 511 |
| <i>COTISATIONS AFFILIES CAISSE DE RETRAITE DES PERSONNELS</i> | 5 976 723 | 6 229 778 |
| <i>COTISATIONS AFFILIES FONDS DE SECURITE SOCIALE DES PERSONNELS</i> | 8 885 916 | 9 169 895 |
| REPRISES DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 2 308 846 | 1 156 093 |
| AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION | 2 232 878 | 3 854 044 |
| <i>VENTES DE MARCHANDISES</i> | 74 070 | 135 532 |
| <i>VENTES DE DOCUMENTS PARLEMENTAIRES</i> | 38 735 | 25 936 |
| <i>CESSIONS D'APPROVISIONNEMENT</i> | 0 | 0 |
| <i>REPRISE DE DOTATION AUX PROVISIONS</i> | 0 | 0 |
| <i>REPRISE DOTATION AUX AMORTISSEMENTS</i> | 0 | 0 |
| <i>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE ASSEMBLEE NATIONALE</i> | 3 892 300 | 5 465 235 |
| <i>PRODUITS GESTION COURANTE FONDS DE SECURITE SOCIALE DES DEPUTES</i> | -696 285 | -693 230 |
| <i>PRODUITS GESTION COURANTE FONDS DE SECURITE SOCIALE DES PERSONNELS</i> | -1 075 942 | -1 079 429 |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION | 569 806 644 | 570 923 235 |

4.3 Les charges financières

| | 2014 | 2013 |
|--|----------|----------|
| VALEUR NETTE COMPTABLE D'IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES CÉDÉES | 0 | 0 |
| PROVISION POUR DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | 0 | 0 |
| TOTAL CHARGES FINANCIÈRES | 0 | 0 |

4.4 Les produits financiers

| | 2014 | 2013 |
|---|------------------|------------------|
| INTERETS DES PRETS | 997 920 | 1 173 706 |
| AUTRES PRODUITS FINANCIERS | 4 727 816 | 5 576 899 |
| REPRISE SUR PROVISION POUR DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | 0 | 0 |
| TOTAL PRODUITS FINANCIERS | 5 725 736 | 6 750 605 |

4.5 Les charges exceptionnelles

| | 2014 | 2013 |
|---|----------------|----------------|
| CHARGES EXCEPTIONNELLES EXERCICE COURANT | 114 147 | 36 706 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES EXERCICES ANTÉRIEURS | 1 860 | 290 347 |
| VALEUR NETTE COMPTABLE DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES CÉDEES | 18 669 | 676 |
| VALEUR NETTE COMPTABLE DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES CÉDEES | 0 | 0 |
| TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES | 134 677 | 327 728 |

4.6 Les produits exceptionnels

| | 2014 | 2013 |
|--|--------------------|------------------|
| PRODUITS EXCEPTIONNELS EXERCICE COURANT | 443 102 | 404 297 |
| <i>PROD. EXCEPT. EXERCICE COURANT ASSEMBLÉE NATIONALE</i> | <i>(1) 434 341</i> | <i>365 485</i> |
| <i>PROD. EXCEPT. EXERCICE COURANT CAISSE DE PENSIONS DES ANCIENS DÉPUTÉS</i> | <i>0</i> | <i>518</i> |
| <i>PROD. EXCEPT. EXERCICE COURANT CAISSE DE RETRAITE DES PERSONNELS</i> | <i>0</i> | <i>0</i> |
| <i>PROD. EXCEPT. EXERCICE COURANT FONDS DE SÉCURITÉ SOCIALE DES DÉPUTÉS</i> | <i>1 098</i> | <i>9 640</i> |
| <i>PROD. EXCEPT. EXERCICE COURANT FONDS DE SÉCURITÉ SOCIALE DES PERSONNELS</i> | <i>7 663</i> | <i>28 653</i> |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS EXERCICES ANTÉRIEURS | 2 905 | 136 862 |
| PRODUITS SUR SORTIES D'ACTIFS CORPORELS | 65 276 | 33 003 |
| PRODUITS SUR SORTIES D'ACTIFS FINANCIERS | 0 | 0 |
| REMBOURSEMENTS DES COMPAGNIES D'ASSURANCES | 162 881 | 1 143 594 |
| TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS | 674 164 | 1 717 756 |

(1) dont 400 000 euros correspondant au reversement par la Boutique de l'Assemblée d'un excédent de trésorerie.

5 Informations complémentaires

5.1 Engagements de pensions et de retraites et engagements assimilés

Conformément au référentiel comptable, ces engagements sont évalués mais ne font pas l'objet de provisions. Ils ont été évalués pour la première fois en 2008. L'évaluation est confiée à un cabinet d'actuaire indépendant.

Les engagements de pensions et de retraites et engagements assimilés significatifs recouvrent :

- Le régime de pension des anciens députés, régime par répartition
- Le régime de retraite des anciens fonctionnaires, régime par répartition
- Les pensions des anciens conseillers et retraités de l'Union française et des anciens délégués de l'Assemblée algérienne
- Le régime de sécurité sociale dont continuent à bénéficier les anciens députés pensionnés
- Le régime de sécurité sociale dont continuent à bénéficier les anciens fonctionnaires retraités

Les hypothèses actuarielles retenues :

- Taux d'actualisation principal : 2 % contre 3,45 % en 2013
- Taux de revalorisation des rentes ou taux d'inflation : 1,7 %
- Table de mortalité TGH/TGF 05
- Calculs effectués sur groupe fermé au 31/12/2014
- Age de départ en retraite (députés et fonctionnaires) : 65 ans
- Taux d'augmentation de la consommation médicale : 3 %

Le taux d'actualisation principal retenu par l'Assemblée nationale correspond au taux des obligations d'entreprises de première catégorie, conformément à la recommandation n° 2003-R01 du Conseil National de la Comptabilité. En 2014, ce taux a été modulé en fonction de la durée moyenne du régime considéré.

Compte tenu de la méthode retenue pour les engagements de pensions envers les députés (droits acquis sans projection de droits futurs), aucune hypothèse de renouvellement de mandat n'a été prise en compte.

Le détail des engagements est le suivant :

(en millions d'euros)

| | Engagements au 31/12/2014 |
|---|------------------------------|
| Pensions des anciens députés | 1 679,74 |
| Autres droits des anciens députés | 21,81 |
| Retraites des anciens fonctionnaires | 1 821,98 |
| Autres droits des anciens fonctionnaires | 23,62 |
| Autres pensions | 15,18 |
| Sécurité sociale des anciens députés | 120,18 |
| Sécurité sociale des anciens fonctionnaires | 107,40 |
| TOTAL | 3 789,92 |

5.2 Les effectifs

- Députés

L'effectif des députés est de 575 au 31 décembre 2014.

- Les collaborateurs de députés (nombre de contrats)

| Janvier 2014 | Décembre 2014 |
|--------------|---------------|
| 2 138 | 2 181 |

- Personnels

Le tableau ci-dessous retrace l'effectif des fonctionnaires et des contractuels en poste au 1^{er} janvier 2014 et au 1^{er} janvier 2015.

| | Au 01/01/2015 | Au 01/01/2014 |
|----------------|---------------|---------------|
| Fonctionnaires | 1 162 | 1 179 |
| Contractuels | 115 | 113 |

- Les pensionnés et retraités (au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2014)

| Caisse de pensions des députés | |
|--------------------------------|------------------|
| 31 décembre 2013 | 31 décembre 2014 |
| 1 892 | 1 870 |

| Caisse de retraites du personnel | |
|----------------------------------|------------------|
| 31 décembre 2013 | 31 décembre 2014 |
| 1 159 | 1 160 |

- Les affiliés aux fonds de sécurité sociale (au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2014)

| Fonds de sécurité sociale des députés | |
|---------------------------------------|------------------|
| 31 décembre 2013 | 31 décembre 2014 |
| 2 564 | 2 498 |

| Fonds de sécurité sociale du personnel | |
|---|------------------|
| 31 décembre 2013 | 31 décembre 2014 |
| 3 948 | 3 890 |

5.3 Informations relatives aux immeubles loués

| Adresse | Nature de l'immeuble | Superficie figurant au bail | Date de fin de bail | Loyer TTC 2014 | Indexation | Option d'achat en fin de bail |
|-------------------------|----------------------|-----------------------------|---------------------|----------------|------------|-------------------------------|
| 110 rue de l'Université | Bureaux | 3053 m2 | 31/12/2032 | 2 178 269 | BT01 | NON |
| 3 Boulevard Ney | Entrepôts | 3237 m2 | 30/06/2015 | 474 101 | BT01 | NON |

5.4 Avantages accordés à des organismes extérieurs

Le tableau ci-dessous récapitule les avantages accordés à des organismes extérieurs à l'Assemblée nationale.

| | Subvention directe et assimilée | Rémunération d'une partie des employés | Autres avantages |
|-----------------------------------|---------------------------------|--|---------------------------------|
| AGRAN | 804 824 | 5 357 930 | Néant |
| BOUTIQUE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE | 331 424 | 335 245 | Locaux dans immeuble loué |
| ASCAN | 120 000 | Néant | Locaux dans immeuble historique |
| SALON DE COIFFURE | 30 602 | Néant | Local dans immeuble historique |

L'Association de gestion des restaurants de l'Assemblée nationale (AGRAN) gère l'ensemble des sites de restauration collective de l'Assemblée. Elle perçoit de l'Assemblée une subvention correspondant pour l'essentiel à la participation de l'employeur « Assemblée nationale » aux frais de repas. Par ailleurs, l'Assemblée nationale rémunère directement une partie des employés de cette association.

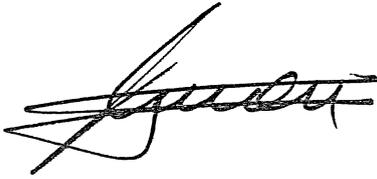
La Boutique de l'Assemblée nationale, constituée en association, comprend une activité de vente de produits dérivés et un kiosque à journaux. Elle reçoit une subvention et une partie de ses employés sont directement rémunérés par l'Assemblée nationale. De plus, l'association occupe des locaux situés dans un immeuble loué par l'Assemblée nationale : la quote-part correspondant au loyer annuel est estimée à 89 899 euros.

L'Association sportive et culturelle de l'Assemblée nationale (ASCAN) est bénéficiaire d'une subvention de l'Assemblée nationale. Elle utilise à titre gratuit des locaux situés au sein du Palais-Bourbon (l'avantage n'est pas valorisable car le Palais est un immeuble spécifique à valeur indéterminable).

Le salon de coiffure, entreprise commerciale exploitée sous forme individuelle, peut se voir accorder ponctuellement une subvention. Il occupe à titre gratuit des locaux au sein du Palais-Bourbon. Comme pour l'ASCAN, cet avantage n'est pas valorisable.

Les présents états financiers ont été approuvés par le Collège des Questeurs à l'occasion de sa réunion du 14 avril 2015.

Paris, le 14/4/2015

| | SIGNATURES |
|--|--|
| Le Secrétaire général de la Questure, Christophe PALLEZ |  |
| Le Questeur délégué, Bernard ROMAN |  |